

Drogue : le marché de la cocaïne détrône celui du cannabis

Avec 3,1 milliards d'euros pour la cocaïne contre 2,7 pour le cannabis, cette drogue s'impose comme le premier marché de stupéfiants, selon une étude publiée ce lundi par l'Office français des drogues et des tendances addictives

L'équation, singulière, a pour objectif de capturer, dans une formule mathématique, les richesses des trafics de stupéfiants. Soit une ligne de calcul où l'on cherche la valeur de «D». «D», comme les dépenses des usagers pour leur consommation de drogues illicites sur une année, en considérant comme variables le prix, la quantité, le nombre d'usagers, ou encore la fréquence de consommation.

L'étude intitulée «Taille des marchés des drogues illicites en France (2010-2023)», publiée lundi 8 décembre par l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives (OFDT) donne à ce «D» une estimation s'élevant à 6,8 milliards d'euros. Un chiffre d'affaires du marché des drogues illicites ayant triplé depuis 2010. A cette époque, le cannabis était le best-seller de l'offre des stupéfiants en France. Avec 3,1 milliards d'euros pour la cocaïne contre 2,7 milliards pour le cannabis, c'est la première fois que cette drogue s'impose en France comme le premier marché de produits stupéfiants.

Pour parvenir à ces résultats, et à ce renversement historique, les chercheurs de l'université de Lille Christian Ben Lakhdar et Sophie Massin se sont d'abord livrés à un curieux et méticuleux recensement. En suivant une logique *bottom up*, basée sur les remontées de terrain relatives à la demande de produits stupéfiants, ils ont agrégé les éléments des dernières études épidémiologiques en population générale pour reconstituer les dépenses des usagers. Les données

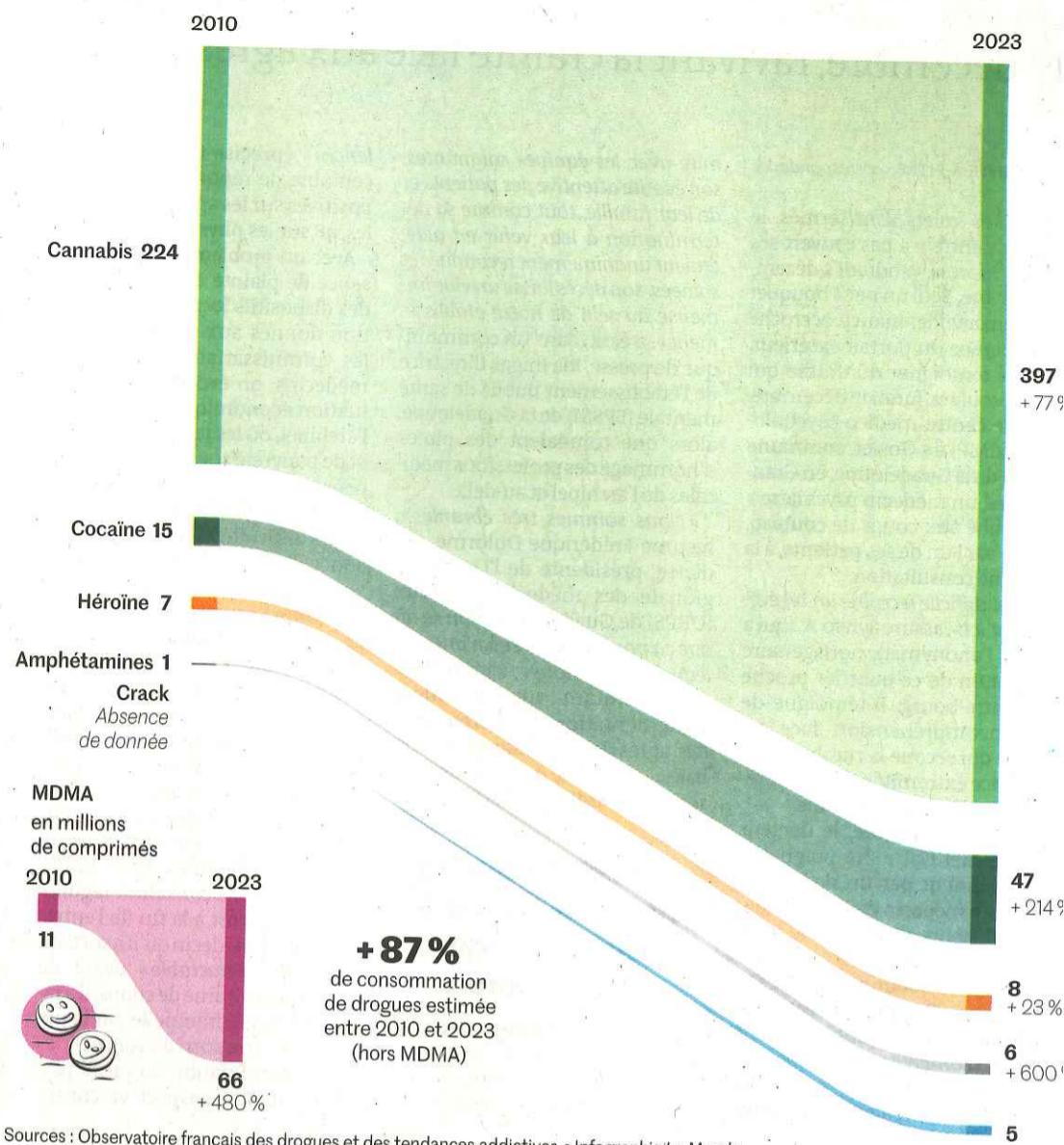
sont présentées selon trois scénarios : estimation basse, centrale et haute – laquelle culmine à plus de 10 milliards d'euros.

Entre 2010 et 2023, selon le travail des économistes, le marché global des drogues a augmenté de 87,5 % en quantité (exprimée en tonnes) et de 189,3 % en chiffres d'affaires estimés. Ce n'est pas un marché monolithique que décrivent les experts, mais bien des segments aux dynamiques différentes, mettant néanmoins en lumière le boom des psychostimulants. «La cocaïne continue son expansion en France de manière régulière depuis 2010, suggérant que la dynamisation de ce marché a été initiée avant 2010», détaille le rapport. «De la même manière que pour les volumes estimés, ce marché a triplé en valeur (+244 %) entre 2010 et 2023 et se hisse désormais au premier rang des drogues illicites en termes de dépenses allouées par les consommateurs.»

«RENFORCER LE NIVEAU DE VIOLENCE»

Christian Ben Lakhdar souligne qu'«on observe un retournement sur les psychostimulants, qui passent au-dessus d'un marché historiquement très ancré du cannabis, qui semble atteindre une forme de plateau». Pour expliquer ce boom du marché de la cocaïne, le chercheur rappelle que «les narcotrafiquants se sont tournés vers l'Europe après la saturation du marché américain, et la demande a suivi, tirée par la qualité, les prix faibles, et une amélioration des méthodes de vente et du packaging». La disponibilité de la cocaïne nourrit un marché qui ne craint

Une consommation plus importante, quelle que soit la drogue
Evolution des quantités estimées des principales drogues illicites consommées en France métropolitaine, entre 2010 et 2023, en tonnes



Sources : Observatoire français des drogues et des tendances addictives • Infographie Le Monde

LA COCAÏNE S'EST FAIT SA PLACE SUR LES POINTS DE DEAL COMME LES CANAUX NUMÉRIQUES, AVEC DES PRIX EN BAISSÉ ET UNE PURITÉ INÉGALÉE

guère la rupture de stock. Au contraire, comme le soulignent les services d'enquête spécialisés, cette drogue s'est fait sa place sur les menus des points de deal comme des canaux de vente numériques, avec des prix en baisse et une pureté inégalée.

«L'argent dépensé dans l'achat de drogues revient évidemment aux organisations du narcotrafic et renforce donc leur puissance financière, et par ricochet leur capacité à investir et à innover, donc à proposer des produits encore plus purs et moins chers à l'avenir, suggère Sophie Massin. Les perspectives de profit peuvent aussi attirer des nouveaux acteurs et renforcer les rivalités et le niveau de violence sur ces marchés.»

Un rapport du service statistique ministériel de la sécurité intérieure, publié le 3 décembre, documente aussi comment «le nombre de mis en cause pour trafic de cocaïne ou d'ecstasy croît beaucoup plus fortement

que celui pour trafic de cannabis ou d'héroïne». Dans les chiffres, cela se traduit par une hausse moyenne de 4 % des mis en cause pour trafic de cannabis entre 2016 et 2024, contre une augmentation annuelle de 10 % pour l'ecstasy et de 14 % pour la cocaïne.

Les statistiques du ministère de l'intérieur donnent aussi des informations complémentaires sur la répartition des individus mis en cause pour trafic de cocaïne, selon les régions, avec un pic à plus de 300 mis en cause pour 100 000 habitants en Guyane, et une surreprésentation de ce type de délit dans «des départements franciliens comme Paris, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne, ainsi que [ceux] du pourtour méditerranéen comme les Bouches-du-Rhône, le Vaucluse, le Var, les Alpes-Maritimes et les Pyrénées-Orientales.»

Les chercheurs lillois, de leur côté, démontrent que les volumes consommés de cannabis, s'ils ont augmenté de 77 % entre 2010 et

«Les consommateurs ont un niveau de connaissance insuffisant»

Nicolas Prisse, de la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives, alerte sur l'essor des produits stimulants

ENTRETIEN

Le président de la Mildeca analyse l'essor des produits stimulants et son impact sur la santé publique.

Que retenir-vous de l'étude sur les marchés des drogues, financée par la Mildeca, plaçant celui de la cocaïne devant celui du cannabis ?

Le principal enseignement concerne l'essor des drogues stimulantes, au sens large du terme, incluant la cocaïne et les drogues de synthèse. On constate une augmentation massive, avec des produits qui ont dépassé le cercle restreint des consommateurs d'il y a encore dix-quinze ans. Aujourd'hui, les drogues stimulantes sont diffusées dans tous les milieux socioprofessionnels, dans tous les recoins du territoire. Elles sont plus accessibles, puisque tous les réseaux en vendent. Il faut ajouter à cela le fait que les consommateurs ont un niveau de

connaissance insuffisant sur les risques qu'ils prennent. D'autant que cela peut entraîner des formes d'addiction qu'on sait insuffisamment prendre en charge.

Quelle est l'ampleur des conséquences sanitaires de cette diffusion sans précédent de la cocaïne en France ?

Cette étude pose une alerte sanitaire. Une alerte liée à la méconnaissance des consommateurs des risques liés aux drogues stimulantes, utilisées comme drogues de la performance en milieu professionnel, en milieu sexuel, en milieu festif. On constate un triplement des adresses aux urgences sur les douze dernières années en lien avec la cocaïne. Il ne s'agit pas de consultations pour la dépendance, mais pour des infarctus du myocarde, par exemple. Sans oublier les troubles de nature psychologique, psychiatrique, que cela entraîne. Il faut donc être très vigilant, marteler le message que la consommation des drogues ag-

grave tout. Elle crée de l'anxiété, de la dépression, des maladies psychiatriques graves... Quant à la question de la dépendance, elle nous pose une véritable question : comment va-t-on faire dans les années à venir pour prendre en charge correctement ces milliers et milliers de personnes ?

Cette expansion du marché des drogues n'est-elle pas un aveu d'échec pour les politiques publiques de lutte contre les stupéfiants menées ces dernières années en France ?

Il faut regarder les données dans leur globalité. On est à moins 4 millions de fumeurs de tabac quotidiens en dix ans. On a une consommation de cannabis qui est plus stable en population générale. On a chez les mineurs une diminution spectaculaire du tabac, du cannabis et même une diminution de la consommation d'alcool. Alors oui, on n'est pas bon, et il faut le dire très clairement, sur les drogues stimulantes et sur la co-

caïne. Je pense que l'ampleur de l'offre nous a surpris. Et cette offre a rencontré une demande à sa hauteur... Cela montre surtout l'importance du défi à relever chez les adultes jeunes et la nécessité de renforcer notre action face à la cocaïne et aux psychostimulants.

Comment faire pour contenir cet essor de la consommation des drogues quand, par exemple, les données sur le cannabis semblent encourageantes ?

Il faut avant tout parler d'une même voix, en réussissant à convaincre toute une strate de professionnels qui sont au contact des plus jeunes : de l'enseignant du primaire jusqu'au professeur d'université, en passant par les clubs sportifs, le milieu socio-éducatif... Il ne s'agit pas de grossir le trait, d'aller dans la caricature, mais de dire que tout ça est vraiment mauvais pour eux. Ensuite, des programmes de prévention, qui marchent bien au niveau scolaire, en travaillant sur le renforce-

ment de l'estime de soi, l'esprit critique, savoir dire non, doivent être encore davantage diffusés.

Il faut aussi communiquer, informer. Et cela fonctionne : les quatre vidéos qu'on a faites sur la cocaïne ont été vues plus de 70 millions de fois, celle sur le cannabis, plus de 30 millions. Mais il y a des milieux de vie que l'on doit investir davantage : l'enseignement supérieur, l'université, l'apprentissage postbac... Il faut aussi montrer à tous les professionnels et aux dirigeants d'entreprise que c'est dans leur intérêt d'agir. Toutes les consommations de drogue montrent une augmentation des arrêts de travail et une perte de la productivité. Enfin, il n'y a pas de traitement pharmacologique de la dépendance avec les stimulants. Il faut donc qu'on investisse dans la recherche.

Les constatations récentes montrent un essor particulier de la consommation des dro-

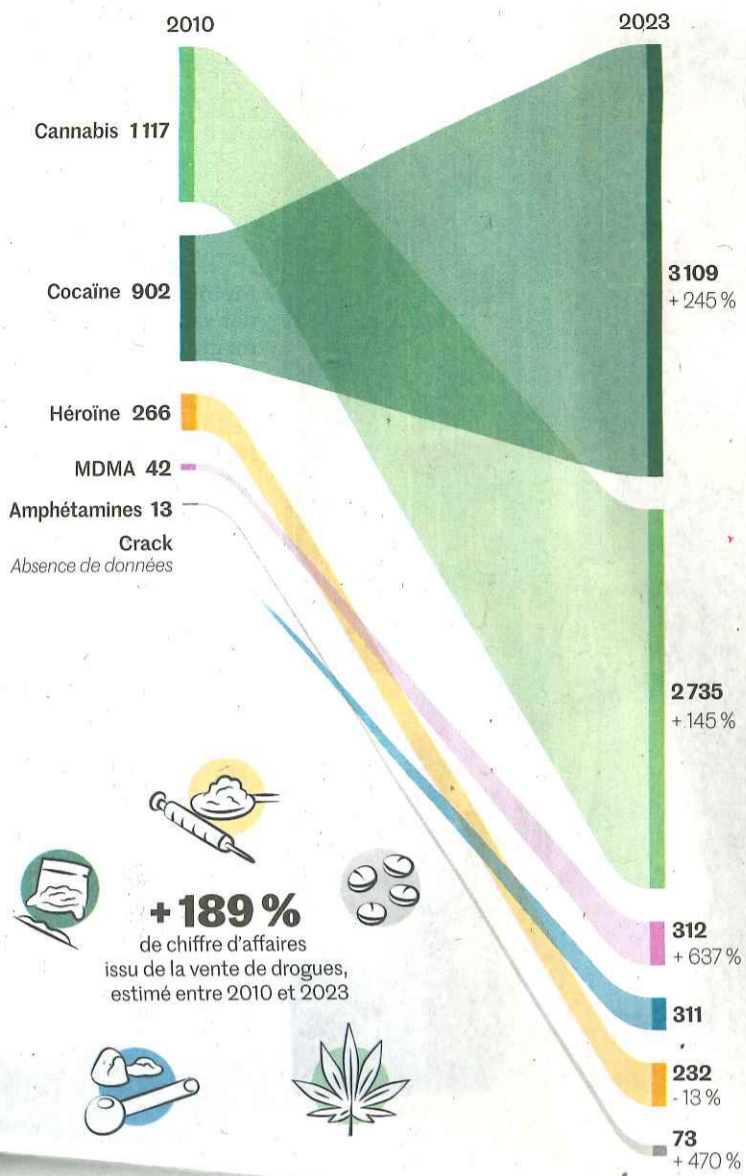
gues de synthèse et de kétamine en particulier : quelle est l'ampleur du risque sanitaire concernant ces substances ?

Ces produits sont très compliqués à appréhender, ne serait-ce que par la variabilité de leurs dénominations, de leur composition, de leurs formes... Mais cette problématique des drogues de synthèse – et, parmi elles, la kétamine – est cruciale, étant donné leur accessibilité financière, et le fait qu'elles touchent des tranches d'âge un peu plus jeunes que la cocaïne. Selon moi, les drogues de synthèse, c'est l'avenir des drogues. C'est un marché de plus en plus large, sachant que, globalement, les consommateurs s'éloignent des produits à fumer pour aller vers des modes de consommation discrets et «propres», avec beaucoup de guillemets. Le risque est tel qu'il doit nous obliger dès à présent à démultiplier nos efforts afin de ne pas être dépassés. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR THOMAS SAINTOURENS

Une augmentation de chiffre d'affaires faramineuse

Evolution des chiffres d'affaires estimés des principales drogues illicites en France métropolitaine, entre 2010 et 2023, en millions d'euros



2023, se sont stabilisés entre 2017 et 2022, la croissance limitée à 3,4 % sur cette période. « Cette tendance récente s'expliquerait en partie par une nette diminution de la consommation de cannabis chez les jeunes », expose l'étude de Christian Ben Lakhdar et de Sophie Masson. Au niveau du marché, il « semble se stabiliser après avoir connu de profonds bouleversements. Il suit en cela la demande, qui semble se concentrer sur des consommateurs réguliers et plus âgés que précédemment », précise encore l'étude.

EXPLOSION DES DROGUES DE SYNTHÈSE

Si le duo cannabis-cocaïne génère aujourd'hui à lui seul plus de 90 % du chiffre d'affaires des drogues illicites, les autres substances observées dans l'étude augmentent toutes depuis 2017, mais selon des dynamiques contrastées. L'héroïne, après un repli léger au début des années 2010 (-13 % sur treize ans), a connu un regain depuis 2017. Le crack, étudié seulement depuis l'étude de 2017, connaît une croissance de son marché de +44 %. Mais ces résultats sont peu de chose au regard de l'explosion du chiffre d'affaires des produits stimulants de synthèse. Entre 2010 et 2023, le marché de l'ecstasy-MDMA a bondi de 637 %, et celui des amphétamines de 470 %. « Il est désormais certain que les psychostimulants, mis en perspective avec l'évolution de la cocaïne, sont les marchés des drogues illicites les plus dynamiques », affirment les chercheurs. « Avec des prix de vente au détail très attractifs, il est très probable que les dynamiques de marchés de l'ecstasy-MDMA et celui des amphétamines s'expliquent par la forte croissance de la production, notamment en Europe, s'accompagnant d'un marketing très agressif et par l'évolution des attentes des consommateurs vers des stimulants dans des contextes festifs, voire professionnels », précise le rapport publié lundi.

Les précautions méthodologiques employées par les auteurs, signifiant que l'aspect parcellaire des données à disposition ne peut apporter que des estimations larges, plaident aussi pour un approfondissement des recherches scientifiques sur les stupéfiants. « Il serait essentiel d'étendre la collecte systématique de données sur les prix réels, les modalités d'achat et les circuits d'approvisionnement pour affiner la valeur économique des différents segments du marché », alertent les auteurs de l'étude. Un moyen d'ainsi affiner l'équation et de fournir des données plus précises encore sur l'ampleur de la crise sanitaire révélée par l'ampleur de ce marché clandestin. ■

THOMAS SAINTOURENS

Les nouveaux usagers de cocaïne, des « M. et M^{me} Tout-le-Monde »

La consommation de cette drogue s'est banalisée et touche toutes les couches de la société

L'attaque ciblée est venue par la voix de Maud Bregeon, porte-parole du gouvernement, lors du point presse suivant le conseil des ministres du 19 novembre, largement consacré au narcotraffic. « C'est parfois les bourgeois des centres-villes qui financent les narcotrafiquants », a-t-elle asséné, rapportant les propos du chef de l'Etat. Cette unique référence à une forme de consommation d'élite brouille la réalité d'une diffusion bien plus large des drogues, et de la cocaïne en particulier, dont la vente est l'un des principaux carburants de la richesse des réseaux criminels. « Banalisation », « normalisation », voire « démocratisation »... Les acteurs de terrain (policiers, magistrats, travailleurs sociaux, acteurs du soin) constatent depuis plusieurs années que ce produit psychostimulant se diffuse « partout » et touche toutes les couches de la société.

Du point de vue statistique, l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives (OFDT) estime toujours qu'il y a, en France, cinq fois plus de fumeurs de cannabis que d'usagers de cocaïne. Mais ces derniers sont de plus en plus nombreux, et les écarts se resserrent : en 2023, année de référence de l'Enquête sur les représentations, opinions et perceptions sur les psychotropes, menée par l'OFDT, près de un adulte sur dix (9,4 %) déclarait avoir consommé au moins une fois de la cocaïne au cours de sa vie, contre 5,6 % en 2017. Un quasi-doublement, en six ans, observé également pour l'usage dit « actuel », c'est-à-dire au moins une fois au cours des douze derniers mois : il a concerné, en 2023, 2,7 % des Français, contre 1,6 % en 2017.

Les consommateurs déclarés sont plus souvent des hommes (3,9 %) que des femmes (1,6 %), avec une surreprésentation dans la classe d'âge des 25-34 ans (5,4 %) et des 35-44 ans (4 %). Cette photographie chiffrée, déjà un peu datée, devrait être actualisée par une nouvelle enquête menée au premier semestre 2026, avec une publication attendue en 2027, rapporte Ivana Obradovic, directrice adjointe de l'OFDT. « Nous allons y intégrer des questions sur les consommations régulières, au moins hebdomadaires, pour mieux évaluer les fréquences d'usage mais aussi les contextes de consommation de cocaïne – en solitaire ou en groupe, chez soi ou au travail... », explique-t-elle. Avec l'objectif de croiser ces informations, avec les catégories socioprofessionnelles des répondants.

En attendant, à l'unisson de beaucoup d'autres connaissances du sujet, elle martèle : « Les profils des consommateurs de cocaïne continuent de se diversifier », bien au-delà des secteurs professionnels habituellement épinglés, comme ceux du spectacle, de la

communication, de la mode ou de la finance. Ivana Obradovic cite notamment les métiers de la restauration, de l'hôtellerie, du BTP ou de la pêche, « avec des usages relevant de plus en plus souvent du dopage et donnant l'illusion de « tenir » la cadence », dit-elle. D'une affaire à l'autre, c'est aussi le milieu du sport, professionnel comme amateur, qui est pointé du doigt, celui du rugby, par exemple. Une liste que Marie Jauffret-Roustide, sociologue à l'Inserm, complète en citant également les soignants ou encore les chauffeurs routiers. « La consommation augmente en période de crise économique, en particulier dans des environnements de travail soumis à une injonction à la performance ou en horaires décalés », rappelle cette chercheuse, qui dirige le programme « Drogues, sciences sociales et sociétés » de l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

Combien se considèrent comme des usagers occasionnels, même si, rappellent tous les acteurs du soin, le « risque sanitaire » existe dès la première expérimentation ? Combien sont des consommateurs réguliers, voire quotidiens ? Difficile à dire. « La cocaïne est une drogue qui passe facilement sous les radars », rappelle l'universitaire montpellierain Yann Bisio. La plupart des usagers n'en consomment pas dans la rue, mais chez eux, dans les toilettes des bars ou des restaurants, dans des fêtes... Et les acteurs de terrain, associations, médecins comme policiers, ne touchent que la portion congrue d'entre eux. » Du côté des médecins, l'estimation de 15 % à 20 % d'usagers en situation de dépendance est parfois avancée. Marie Jauffret-Roustide cite, elle, un autre chiffre, publié dans la revue *The Lancet*, faisant état d'environ 10 % de consommateurs dépendants, toutes substances confondues.

« Sentiment de maîtrise »

« Dans le discours politique et médiatique, il y a une dichotomie très forte entre les consommateurs dépendants, associés à des usagers de rue, des figures repoussoirs très stigmatisées, et les autres consommateurs, ceux qui voudraient « performer » au travail, dans un contexte festif ou sexuel, observe-t-elle. Ce distinguo pèse aussi dans l'imaginaire collectif, entre le consommateur qui contrôlerait ses usages et tous les autres, dit-elle encore. Mais la frontière, en pratique, est très floue. »

Les risques sont différents en fonction des profils socio-économiques des usagers, ajoute encore la sociologue : « Les catégories aisées ont tendance à expérimenter davantage [la cocaïne] que les catégories populaires. Mais les premières disposent plus souvent des ressources nécessaires – financières, réseau, contacts... – pour se réguler ou se soigner, quand les secondes, qui en manquent, sont exposées dans une plus forte proportion aux risques d'addiction. »

Les patients qui se pressent à la consultation de Jean-Pierre Couteron, addictologue à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), sont de milieu « plutôt privilégiés », relève ce spécialiste. « Beaucoup disent prendre de la cocaïne « de temps en temps », « une fois par mois », « en soirée », souvent associée à de l'alcool. Ils ont un sentiment de maîtrise. N'ont pas l'impression de perdre pied. Mais quand on fait la somme des consommations vé-

« LA CONSOMMATION AUGMENTE (...) DANS DES ENVIRONNEMENTS DE TRAVAIL SOUMIS À UNE INJONCTION À LA PERFORMANCE OU EN HORAIRES DÉCALÉS »

MARIE JAUFFRET-ROUSTIDE
sociologue à l'Inserm

cues comme occasionnelles, on se rend compte que les usages sont souvent réguliers. »

Miroir des préoccupations des usagers, la plateforme de l'association Psychoactif, lancée il y a bientôt vingt ans pour leur permettre de partager leurs expériences dans un objectif de réduction des risques, reflète la place croissante de la cocaïne dans les usages. Même si, tient à souligner Pierre Chappard, président de la structure, les « visiteurs » ne représentent qu'un « segment » des consommateurs : « Ce sont des personnes entre 20 et 30 ans, souvent intégrées dans des parcours d'études ou en emploi. » Sur la centaine de forums que Psychoactif héberge, celui consacré à la cocaïne est devenu, en 2022, le plus consulté, avec 5000 messages par an et des millions de visiteurs. Aux questions sur la « pureté » du produit, sur la « descente », ou sur les méthodes pour le « baser », c'est-à-dire pour diluer la poudre, se mêlent d'autres interrogations, nombreuses, sur ses effets sur la santé. « Nous avons énormément de messages qui demandent : « Comment arrêter ou gérer ma consommation ? », rapporte-t-il.

Du côté des services hospitaliers, de nombreux voyants clignotent au rouge. « Les dépendances à la cocaïne, ou à la cocaïne associée à l'alcool, sont devenues le motif principal de prise en charge dans les services d'addictologie franciliens », alerte la psychiatre Florence Vorspan, qui exerce à l'hôpital Lariboisière-Fernand-Widal (Assistance publique-hôpitaux de Paris, AP-HP). Dans son service d'addictologie de 40 lits, le plus gros de l'AP-HP, comme dans beaucoup d'autres, la courbe des hospitalisations pour sevrage est ascendante, et les listes d'attente s'allongent, constate-t-elle, souvent sous la demande de patients qui n'ont pas le profil des consommateurs de rue marginalisés. « Ce sont, pour la plupart, des personnes qui ont encore un travail, encore une vie de famille, encore une vie sociale, et qui voudraient les conserver », dit-elle.

À la tête du service universitaire d'addictologie de Lyon, l'addictologue Benjamin Rolland rapporte que les demandes d'accompagnement pour usages de produits psychostimulants, à Lyon, ont été multipliées par cinq entre 2019 et 2023 – avec la cocaïne, souvent associée à d'autres drogues, désormais présente dans un tiers des sevrages. « Il y a dix ans, les profils de consommateurs étaient polarisés aux extrêmes, avec, d'un côté, des personnes très précaires, consommant de la cocaïne basée (du crack), de l'autre, des usagers bien plus aisés, par exemple des cadres, consommant de la cocaïne en poudre. On voit aujourd'hui beaucoup plus de profils intermédiaires, assez banals... Des M. et

M^{me} Tout-le-Monde. » Avec une moyenne d'âge de 40 à 45 ans, dit-il, dont une partie se laisse désormais aussi tenter par de la cocaïne basée – elle est parfois rebaptisée « free base ».

Il compte peu de trentenaires ou de vingtenaires parmi ses patients. Et très peu de femmes : « On considère que la prévalence des addictions est de une femme pour deux hommes, explique encore le professeur Rolland. Mais, dans les structures de soins, les ratios sont encore plus bas. Chez nous, à Lyon, les femmes ne représentent pas plus de 20 % à 25 % des personnes prises en charge. »

« Maladie honteuse »

Il n'est pas le seul à évoquer cette « invisibilisation » des usagères de cocaïne : au centre hospitalier universitaire (CHU) de Montpellier, où l'offre de soins en addictologie est très développée, avec deux services de consultation, deux services d'hospitalisation complète et deux autres en hospitalisation de jour, l'accueil des usagères de drogues fait partie des priorités. « L'addiction est vécue comme une maladie honteuse, plus encore quand on est une femme, et je ne parle même pas de celles qui ont des enfants et qui vivent dans la peur d'en perdre la garde, rongées par la culpabilité, observe la cheffe de service, Hélène Donnadiou. Si les données épidémiologiques montrent que les usages progressent, quel que soit le genre, ces femmes restent bien souvent à la marge des soins. » Pour y pallier, le CHU compte organiser, dès janvier, une journée par mois à destination de ces patientes, « en non-mixité ».

Un autre point important soulevé par cette professionnelle est la « polyconsommation ». « Il est rare, dit-elle, de voir un usager qui consomme uniquement de la cocaïne sans aucun autre produit. » D'autres signes d'évolution sont mis en avant par les travailleurs sociaux : « On constate une évolution de la pratique du sniff au profit de l'inhalation [de cocaïne basée] parfois chez des publics jeunes et aussi des personnes insérées, rapporte David Gauté, directeur d'Axess, un centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues à Montpellier. Ce type d'usages et de modalités de consommations, identifiés chez les personnes très marginalisées et souvent stigmatisées, semble se banaliser. » Et il inquiet : par son effet immédiat, il est considéré comme très addictogène.

Les consommateurs interrogés eux aussi les effets des évolutions à l'œuvre, rapporte Nicolas Franchitto, du service d'addictologie du CHU de Toulouse. « Le champ d'intervention de l'addictologie s'est élargi, avec des usagers, notamment des étudiants, qui viennent davantage consulter, même quand ils n'ont pas l'impression que leur consommation est problématique, rapporte le médecin. Parce qu'ils ont ressenti des effets qui les dépassent, des troubles du rythme cardiaque, une perte de connaissance. Mais aussi parce qu'ils ont conscience qu'ils ont besoin de cocaïne, pour travailler ou, au contraire, pour se relâcher, cache un problème. Tout l'enjeu est de créer avec eux une alliance thérapeutique permettant de questionner ce qu'il y a derrière des consommations prétendument festives. » ■

MATTEA BATTAGLIA ET T. ST.